



Parti Socialiste de Crissier : Bilan de législature 2016 - 2021

Le 30 mai 2016, 19 personnes sont assermentées pour siéger au nom du Parti Socialiste parmi les 70 membres du Conseil communal de Crissier. Bien que toujours minoritaire, la présence socialiste s'est fortement renforcée à l'occasion des élections communales de 2016, augmentant de 5 sièges au détriment du Rassemblement des opinions libres de Crissier (ROLC). Les socialistes ne sont par contre pas représenté.e.s à la Municipalité. Notre candidate, Sophie Rodari, n'a tout juste pas réussi à faire son entrée à l'exécutif, puisqu'elle se trouvait à seulement 37 voix de la candidate du ROLC (Nathalie Jaton), 5^{ème} élue.

Le groupe PS a été particulièrement actif durant la législature 2016-2021 :

- Parmi les rôles marquants endossés par les membres du groupe PS, on peut mentionner la présidence du Conseil communal par Sonya Butera (2016-2017) ainsi que la présidence de la Commission de gestion par Emmanuel Mayer (durant toute la législature). Béatrice Gitera est actuellement première vice-présidente du Conseil communal.
- Tous les membres du groupe PS se sont également fortement investis dans les commissions permanentes et les commissions ad hoc (créées pour l'étude des objets soumis par la Municipalité au vote du Conseil communal), ainsi que dans des commissions intercommunales et dans le conseil d'établissement des écoles de Crissier.
- L'ensemble du groupe a par ailleurs démontré qu'il était une force de proposition. Les interventions au sein des commissions, ainsi que la quinzaine d'initiatives déposées (six interpellations, quatre postulats, trois motions, deux amendements au budget et une résolution) se sont centrées sur cinq grandes thématiques : climat ; égalité entre femmes et hommes ; inclusion sociale ; logement (urbanisme durable et loyers abordables) ; mobilité.

Le [programme 2021-2026](#) du Regroupement écologiste et social pour Crissier (RESOC), que le PS Crissier a co-fondé en novembre 2020 avec les Vert·e·s, le POP et des indépendant·e·s de gauche, s'inscrit résolument dans la continuité de ces thématiques.

Climat

Les enjeux climatiques ont occupé une place importante dans l'action du PS Crissier ces cinq dernières années.

- Le [postulat « Pour le climat, ici et maintenant »](#), déposé par Rémi Schweizer en mars 2019, a permis de dresser un état des lieux des visions et projets de la Municipalité. Trois demandes concrètes étaient faites : améliorer les soutiens aux projets privés, à travers un renforcement du fonds pour l'énergie ; viser le label Cité de l'Energie Gold ; et adopter un **Plan climat communal**.

Dans son [rapport](#), la Municipalité entre en matière sur le premier point, en promettant un préavis... que l'on attend toujours. L'état du bâti communal, et son nécessaire assainissement énergétique, sont évoqués... mais les travaux nécessaires sont repoussés à la législature suivante au plus tôt. Pour le reste, aucun projet concret ou presque, aucune vision ni aucun engagement à renforcer ses ambitions. Et ce alors que la commune admet qu'elle "doit encore fournir des efforts pour être reconnue comme une ville responsable".

S'il a pris acte de la réponse de la Municipalité, le groupe socialiste n'a pas souhaité en rester là.

- Les membres socialistes de la commission des finances ont proposé deux amendements au budget 2020. Le premier visait la réalisation d'un audit énergétique des bâtiments communaux, étape nécessaire pour engager les assainissements évoqués plus haut. Le second demandait la création d'un **poste de délégué.e à l'énergie et au développement durable**, condition *sine qua non* au suivi et à la réalisation des projets en la matière.

Ces deux amendements n'ont [pas été soutenus par la Municipalité et ont été refusés par le Conseil communal](#). Le second a tout de même trouvé un écho auprès du Municipal concerné, dont le service a proposé un poste similaire - mais moins bien doté - au budget 2021.

Malgré ce que la Municipalité laisse entendre, le climat et l'environnement n'ont pas constitué une priorité de son action. Pour faire de Crissier une commune exemplaire, le RESOC a intégré dans son programme des actions fortes : lancer rapidement l'assainissement énergétique des bâtiments communaux ; viser la labélisation Cité de l'Énergie Gold ; renforcer les soutiens aux investissements privés (achats de vélos électriques ou de panneaux photovoltaïques par ex.) ; développer une politique de Nature en ville.

Egalité entre femmes et hommes

L'égalité entre femmes et hommes, et notamment la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, qui représente un casse-tête pour de nombreux parents, a également fait l'objet de plusieurs interventions.

- Une [interpellation de Sophie Rodari](#), déposée en décembre 2018, a permis de s'assurer que la Municipalité entendait maintenir les conditions d'accueil (formation, taux d'encadrement) nécessaires à une bonne prise en charge des enfants.
- Un [postulat d'Oriane Sarrasin](#), déposé symboliquement en juin 2019, a proposé à la Municipalité des actions concrètes concernant l'égalité entre femmes et hommes au niveau communal, à la fois en termes d'égalité salariale (signature de la charte de l'égalité salariale dans le secteur public) et de services publics (places d'accueil pré- et parascolaire et éducation à l'égalité).

Cette démarche a incité la Municipalité à signer la charte, qui s'applique à la commune ainsi qu'à toute entreprise travaillant pour elle. Maigre victoire, lorsque l'on sait que cette charte est avant tout une déclaration d'intention et qu'aucun contrôle n'est effectué. Le [rapport](#) de la Municipalité a surtout permis de mettre en lumière que le développement d'une offre d'accueil pré- et parascolaire couvrant la demande n'entrait pas dans ses priorités. En effet, bien que plusieurs rapports de la Commission de gestion aient pointé du doigt le manque de places, la Municipalité répond qu'elle se satisfait d'une couverture de 50% (et 60% dans le futur) des demandes reçues pour le préscolaire.

Le groupe socialiste a également déposé deux motions visant à instaurer des conditions de travail permettant une meilleure **conciliation entre vie professionnelle et vie privée** (garde des enfants, soutien aux proches, etc.). Les deux textes n'ont été soutenus que par les membres de gauche du Conseil communal.

- La [motion de Bernard Barmaz](#) proposait qu'au sein du **personnel communal**, les mères qui n'allaitent pas ne soient plus discriminées par rapport à celles qui le font, et que la commune institue un congé paternité de 20 jours et un congé d'adoption de 16 semaines, ainsi qu'un congé pour les proches aidant.e.s de 12 jours par an.
- La [motion d'Oriane Sarrasin](#) proposait que les commerces (hormis les stations-service, etc.) de la commune ne puissent pas fermer après 19h30, à l'exception d'une nocturne par semaine, ceci afin de garantir des **horaires de travail compatibles avec une vie de famille et des activités culturelles, associatives et de loisirs**.

Dans une société où de plus en plus de femmes n'ont envie de sacrifier ni carrière, ni vie de famille, ni épanouissement personnel, et où de nombreux pères souhaitent s'investir à part égale auprès de leurs enfants, le RESOC s'engage à proposer des mesures concrètes, comme l'augmentation des places en préscolaire et des possibilités d'accueil pendant les vacances, ainsi qu'à développer une politique du personnel progressiste.

Inclusion sociale

Dans une commune multiculturelle et riche de plusieurs dizaines de nationalités, la Municipalité n'a guère abordé la question de **l'intégration des personnes issues des minorités migrantes et culturelles**. Au contraire, le groupe socialiste s'est engagé à plusieurs reprises pour défendre une commune ouverte et accueillante.

- La Municipalité a proposé, en mars 2019, d'ajouter aux conditions de naturalisation déjà conséquentes la nécessité d'avoir résidé dans la commune les 12 mois précédant le dépôt de la demande. Cela aurait fait de Crissier la commune la plus stricte de l'Ouest lausannois. Le groupe PS a pris position contre ce durcissement. Avec succès puisque, avec le soutien de quelques membres des autres groupes, il a mis en échec la proposition de la Municipalité.
- Une [interpellation de Béatrice Gitera](#) déposée en septembre 2020 invite Crissier à se déclarer en faveur de l'accueil de réfugié.e.s victimes de l'incendie du camp de réfugié.e.s de la Moria. Cette interpellation reste, pour l'instant, sans réponse.

Dans un autre domaine, la politique de la Municipalité **auprès des seniors** a une nouvelle fois été l'occasion de regretter une approche minimaliste. La Commune a certes généreusement offert des billets pour la fête des Vignerons en 2019 aux aîné.e.s et elle soutient le comité Séniors qui propose des animations, mais le groupe socialiste a en vain cherché à renforcer cette approche

- La demande de créer une démarche participative plus stimulante pour les retraité.e.s de la commune (démarche Quartiers Solidaires) n'a pas trouvé écho, ainsi que cela ressort de la réponse de la Municipalité à une [interpellation de Bernard Barnaz](#).

Pour que Crissier devienne réellement un lieu où toutes et tous puissent s'épanouir, le RESOC a intégré des propositions concrètes dans son programme : création d'un guichet d'informations sociales, offre renforcée de cours de français proposés aux allophones, futures constructions répondant aux besoins de toute la population (personnes âgées, étudiant.e.s, jeunes familles).

Logement : urbanisme durable et loyers abordables

Le PS Crissier défend une commune dynamique, qui se développe pour répondre aux besoins de chacune et de chacun. Il a soutenu, au cours des cinq dernières années, une **urbanisation réfléchie et concertée** visant une amélioration de notre qualité de vie.

- Le groupe a [publiquement défendu](#) le projet de quartier des Uttins, combattu par certain.e.s riverain.e.s ainsi que par l'Association Sauvegardons Crissier. Un tel quartier, au cœur de l'agglomération et dans une zone bien desservie par les transports publics, fait pleinement sens. En rapprochant les personnes de la ville, il limite, plutôt qu'il n'augmente, les nuisances.

Notre groupe s'est aussi engagé pour renforcer l'offre de **logements à loyers abordables**. Il est essentiel que les nouvelles constructions répondent aux besoins de toutes les couches de population. Tout au long de la législature, des membres de notre groupe ont regretté l'absence de logements abordables - au sens des barèmes fixés par le Canton - dans les projets présentés par la Municipalité.

- En mars 2019, un [postulat « Pour des loyers abordables à Crissier »](#) déposé par Christine Vaudenay voulait pousser la Municipalité à dresser un état des lieux du parc locatif et des besoins de la population, et lui demandait d'évaluer l'opportunité de mobiliser les nombreux instruments à sa disposition pour encourager l'offre de logements abordables.

Le postulat ne recevant qu'un soutien limité au-delà de la gauche, la Municipalité n'a pas eu à se positionner sur ce sujet.

Le RESOC entend s'engager dans la continuité de ces actions. Le tout jeune regroupement présentait en décembre 2020 [sa vision d'une urbanisation durable](#), autour de quatre axes : renforcer la concertation avec la population ; garantir la mixité sociale et l'offre de logements à loyer abordable ; répondre aux défis climatiques, que ce soit en termes de mobilité, d'énergie ou d'espaces verts ; améliorer notre qualité de vie, en développant des quartiers où il fait bon vivre.

Mobilité

Le PS Crissier soutient une mobilité active, sécurisée, et orientée vers l'avenir. Ses membres se sont résolument engagés en ce sens au cours de la précédente législature.

- En 2018, une [interpellation de Rémi Schweizer](#) invitait la Municipalité à mener une réflexion globale sur ses **aménagement cyclables** : les juge-t-elle suffisants ? Font-ils l'objet d'une planification ? Dans sa réponse, la Municipalité se satisfait de son travail et n'envisage pas d'initier des réflexions plus globales. Pas plus que la majorité du Conseil communal, qui a refusé une résolution socialiste demandant un projet pour renforcer et finaliser le maillage des axes cyclables de la commune.

En matière de **transports publics**, le groupe PS a soutenu le développement du Bus à haut niveau de service (BHNS), projet essentiel pour améliorer la connexion avec Lausanne. Ses membres ont également rappelé à plusieurs reprises la nécessité de développer les autres lignes, aussi bien en termes de fréquences que de tracé, notamment pour améliorer la desserte de la gare de Renens.

La **mobilité piétonne** ne doit pas être oubliée.

- Un [postulat déposé par Céline Jonneret](#) en septembre 2020 a invité la Municipalité à se pencher sur la problématique, en particulier sur le chemin de l'école. Vitesse excessive des automobilistes, absence de trottoirs ou de passages piétons, aménagements inadaptés... l'enquête effectuée par nos soins, qui a suscité une centaine de retours, a montré l'ampleur des questionnements des parents.

La majorité du Conseil communal a soutenu le renvoi du postulat à la Municipalité, à qui il revient maintenant de dresser un état des lieux et de proposer des solutions adaptées.

Le RESOC veut aller plus vite et plus loin dans l'encouragement de la mobilité douce et piétonne, la réduction des nuisances dues au trafic, le découragement du trafic de transit, ainsi que l'amélioration de la sécurité. Il propose de développer les limitations à 30 km/h, d'adopter une planification globale des aménagements cyclables et piétonniers et d'augmenter l'offre en transports publics sur les lignes 32, 36 et 54, ainsi que pour la desserte des quartiers du Nord de la commune.

Conclusion

Par ses activités au Conseil communal, la gauche de Crissier a démontré sa volonté de « faire bouger les choses ». Bien que certaines avancées aient été possibles, les propositions et activités du groupe de gauche ont surtout mis en lumière les limites de l'engagement de la Municipalité. On peut regretter son opposition de principe sur de nombreuses questions, tant en matière sociale qu'écologique, et le soutien que lui apporte dans la plupart des cas la majorité des membres du Conseil.

Alors qu'en campagne électorale, il est de bon ton d'afficher certaines valeurs, les actes et réactions auxquels le groupe PS a assisté durant la législature 2016-2021 démontrent que des réelles avancées en matière d'équité, de durabilité et de solidarité à Crissier ne seront possibles qu'avec **un groupe de gauche renforcé et une présence à la Municipalité**.

Convaincu de l'importance d'intégrer les autres composantes de la gauche à Crissier, le PS de Crissier a initié les contacts pour la création du RESOC à l'automne 2020. La réaction enthousiaste des Vert.e.s et du POP, ainsi que la volonté d'engagement d'indépendant.e.s de gauche, a abouti à la présentation d'une [liste de 26 personnalités](#) prêtes à mettre toute leur énergie pour faire de Crissier une ville équitable, durable et solidaire.

Le PS de Crissier invite à voter en bloc et massivement la liste du RESOC. Merci d'avance de votre soutien.

Crissier, le 7 février 2021